

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemerrier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 27/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARGAN**

10 rue du Beffroy  
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : 2025/0230  
Code AIOT : 0006515780

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement ARGAN implanté ZAC du Vert Galant Avenue du Fond de Vaux 95310 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale "coup de poing", du 17 au 21 mars 2025. Elle poursuit deux objectifs :

1. Contrôler le respect de la **situation administrative** des sites ICPE soumis à Autorisation avec des stockages de matières dangereuses.
2. S'assurer que les quantités maximales autorisées pour les matières dangereuses soient respectées et ne conduiraient pas à des **dépassements de régime du seuil Seveso**.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARGAN
- ZAC du Vert Galant Avenue du Fond de Vaux 95310 Saint-Ouen-l'Aumône

- Code AIOT : 0006515780
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT est un entrepôt multi locataire.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe	Sans objet
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.	Sans objet
4	Etat des matières stockées - information de la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.	Sans objet
5	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est retenu que l'établissement est conforme à sa situation déclarée, et qu'il ne relève pas des seuils Seveso.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9 et son annexe

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, 1. Appréciation des dangers

**Prescription contrôlée :**

Nomenclature et régime en fonction du classement ICPE du site identifié :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Volumes autorisés	Commentaires
1510	1	A	Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Volume	≥ 300 000 m³	400 000 m³	Entrepôt composé de 5 cellules de 6 000 m² chacune.  Quantité de matières combustibles estimée à environ 26 000 t
1530	1	A	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume	> 50 000 m³	61 000 m³	
2662	1	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).	Volume	≥ 40 000 m³	61 000 m³	
4755*	2-b	A	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs.  Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente est : 2 - Supérieure ou égale à 500 m³	volume	> 500m³	2 575 m³	Cellules 1 et 2 : 1 263 m³ chacune Cellule 3 : 50m²

1532		E	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Volume	> 20 000 et ≤ 50 000 m³	45 000 m³	Pas de stockage de déchets
2963	2-b	E	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Tous les cas hors état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.	Volume	≥ 10 000 et < 80 000 m³	81 000 m³	Pas de stockage de pneumatiques
2925		D	Accumulateurs (batteries de charge d').	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50 kW	300 kW	Deux locaux de charge de puissance unitaire 150 kW
4734		NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 tonnes au total.	quantité totale	< 50 T	850 kg	Une cuve de fioul du local sprinkler de 1 m³
2910	A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271.  Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des huiles lourdes ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	Puissance thermique maximale de l'installation	< 2 MWh	1,8 MWh	2 Chaudières au gaz naturel de puissance unitaire 0,9 M

Régime : A = Autorisation - E = Enregistrement - D = Déclaration - NC = Non Classable

## Constats :

L'inspection des installations classées s'est présentée de manière inopinée sur l'exploitation, qui est un entrepôt multi-locataires : les locataires sont la Maison du Whisky, Djeco, NVGallery. Ces parties de l'entrepôt sont séparées entre elles par des murs coupe-feu. La section "Maison du Whisky" consiste en du stockage de spiritueux, la section "Djeco" consiste en du stockage de jouets, et la section NVGallery consiste en du stockage de meubles. Compte tenu des objectifs de l'inspection, l'inspection des installations classées retient, dans une logique de sondage, d'aller solliciter la société "Maison du Whisky", qui est la plus susceptible de stocker des liquides inflammables.

L'inspection a donc sollicité la société "Maison du Whisky", et a demandé un état des stocks.

L'état des stocks partiel correspondant à la section "Maison du Whisky" a pu être fourni de manière instantanée par le responsable présent sur site, selon le modèle fourni par le bailleur.

Joint par téléphone immédiatement suite à l'inspection, le bailleur et responsable de l'installation a pu fournir en quelques heures l'état des stocks consolidé pour les 3 locataires. Il est présenté ci-dessous.

Etat des stockages hebdo du site LMDW / NV GALLERY / DJECO											
Désignations ICPE						LA MAISON DU WHISKY		NV GALLERY		DJECO	
Rubrique	Activité	Régime	Libellé de la rubrique	Volumes autorisés	Unité	Commentaires	Cellule 1	Cellule 2	Cellule 3	Cellule 4	Cellule 5
1510	2b	E	Entrepôt couverts (combustibles)	400 000	T	Entrepôt composé de 5 cellules de 6 000 m <sup>3</sup> chacune. Quantité de matières combustibles estimée à environ 26 000 t	180,84	137,26	448	1085	2050
1530	1	A	Papiers, Cartons	61 000	m <sup>3</sup>		2,32	17,36	700	3993	5000
2662	1	A	Polymères (matières plastiques)	61 000	m <sup>3</sup>		4	12	3502	2621	3000
4755	2	A	Alcools de bouche	2 576	m <sup>3</sup>	Cellule 1 = 1 263 m <sup>3</sup> max Cellule 2 = 1 263 m <sup>3</sup> max Cellule 3 = 50 m <sup>3</sup> max	< ou = à 40° : 326,36 < ou = à 12° : 15,01 > 40° : 479,64	< ou = à 40° : 51,57 < ou = à 12° : 2,33 > 40° : 175,72			
1532		E	Bois ou matériaux combustibles analogues	45 000	m <sup>3</sup>	Pas de stockage de déchets			2801	2869	5000
2663	2-b	E	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	61 000	m <sup>3</sup>	Pas de stockage de pneumatiques					
2925		D	Accumulateurs	400	kW	2 locaux de charge puissance unitaire 150 kW 1 local de charge de puissance unitaire 100kW					
4734	2	NC	Produits pétroliers	0,85	t	Une cuve à fioul du local SPK de 1 m <sup>3</sup>					
2910	A2	DC	Combustion	2	MW	2 chaudière au gaz naturel de puissance unitaire 1MW					

Il est ainsi conclu que l'exploitant est conforme à sa situation autorisée. Il a été vérifié, lors du tour de site pour le locataire "la Maison du Whisky", que les stocks présents étaient cohérents avec l'état des stocks présenté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Etat des matières stockées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, 2. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

### Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

### Constats :

Le locataire "la Maison du Whisky" indique ne pas disposer sur site de produits associés à une FDS. Lors du tour de site, l'inspection des installations classées constate que les stocks correspondent à de l'alcool alimentaire, sans identifier de matières ou substances susceptibles de disposer d'une FDS.

Selon la logique de sondage évoquée au point de contrôle n°1, il est ainsi conclu à la conformité à la présente prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
<b>Constats :</b>  L'état des stocks paraît suffisamment clair pour pouvoir être utilisable et compréhensible en cas de situation accidentelle.  Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que si des substances dangereuses devaient être présentes sur le site, alors il faudrait le faire figurer explicitement sur cet état des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Etat des matières stockées - information de la population

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50, point 2.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, 4. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à

tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

**Constats :**

Le locataire interrogé indique transmettre un état des stocks hebdomadaire, ce qui a été vérifié par l'inspection des installations classées. Compte tenu de l'absence de matières dangereuses, la mise à jour quotidienne n'est pas requise.

Un plan général des zones de stockages et des accès est présent dans le plan de défense incendie, qui disponible immédiatement à l'accueil de l'établissement et a été consulté par l'inspection des installations classées.

L'état des stocks paraît suffisamment clair pour pouvoir être utilisable et compréhensible en cas de situation accidentelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Plan de défense incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

**23. Plan de défense incendie**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Le plan de défense incendie comprend :

- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- [...];
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre,

en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

[...]

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique,- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant présente un plan de défense incendie, daté du 8 février 2024, conforme en tout point à la prescription ci-dessus.

Celui-ci est bien disponible au poste d'accueil.

**Type de suites proposées :** Sans suite